

La diffusion du bulletin d'informations internationales de l'Union syndicale Solidaires est de la responsabilité des structures membres, qui peuvent le reproduire, le glisser dans leurs journaux, bulletins, etc., en reprenant des articles...

Forum Social Européen : agir ensemble en Europe contre la crise !

Une soixantaine de militant-e-s de Solidaires était présente à Istanbul. La participation à ce FSE était relativement faible (3 000 personnes inscrites) par rapport aux forums antérieurs, avec une présence très majoritaire de militant-e-s non turcs. Les manifestations (Marche mondiale des Femmes et manif de fin de FSE) ont été réussies. La question de la crise en Europe était très présente dans les travaux, avec notamment des témoignages de Grèce. L'appel de l'A.G. des mouvements sociaux souligne l'urgence à construire dans la durée et dans toute l'Europe la convergence des luttes, rassemblant des mouvements sociaux, syndicats, associations et réseaux citoyens.

Nous, participant-e-s au FSE d'Istanbul, réaffirmant notre engagement contre toute guerre et occupation et pour une résolution politique à la question kurde, avons pris la résolution suivante : **Agir ensemble en Europe contre la crise !**

Dans un contexte de crise globale et face à l'offensive des gouvernements, de l'Union Européenne, et du Fonds Monétaire International pour imposer des politiques d'austérité et de régression sociale, les mouvements sociaux réunis au Forum Social Européen d'Istanbul appellent à agir ensemble en Europe. Face à cette offensive, des mobilisations et des résistances se développent dans toute l'Europe. Il est urgent de construire dans la durée et dans toute l'Europe la convergence des luttes, rassemblant des mouvements sociaux, syndicats, associations et réseaux citoyens.

En France, plusieurs organisations (Attac, CGT, FSU, Marches européennes, No Vox, Solidaires, Transform) se sont rencontrées le 8 juillet pour discuter de la mise en œuvre de cet appel ; **une réunion unitaire se tiendra le 1^{er} septembre**. Dans les autres pays européens aussi le 29 septembre se prépare ; ainsi dans l'Etat espagnol la **Confederacion Intersindical, la CGT appellent d'ores et déjà à la grève ce jour-là**. Un appel unitaire des syndicats alternatifs européens est en préparation.

En ce sens, nous appelons à faire du 29 septembre et de la période qui l'entoure, une première étape pour développer des mobilisations partout en Europe.

Nous devons imposer des politiques alternatives permettant de satisfaire les besoins sociaux et de répondre aux impératifs écologiques. Les mouvements sociaux européens appellent à une assemblée Européenne le 23-24 octobre à Paris pour poursuivre les réflexions et réponses à la crise, les mobilisations et la coordination des mouvements et pour faire le bilan du FSE et débattre de son avenir.



Mexique : le syndicat des électriciens continue la lutte

Le Syndicat Mexicain des Electriciens, suite au verdict de la Cour suprême jugeant constitutionnelle « l'extinction » de la compagnie Luz y Fuerza del Centro (LFC, voir *Solidaires internationale* n°19), mais reconnaissant au SME la représentation de ses travailleurs/ses, a décidé de continuer à se battre pour obtenir que la Compagnie Fédérale d'Électricité, qui a repris le secteur de LFC, soit considéré comme « patron de remplacement », ce qui suppose la réembauche de tous ceux et celles qui n'ont pas demandé leurs indemnités. Et cela se fait dans un contexte très répressif puisque le Pouvoir a décidé l'**arrestation de 3 responsables du syndicat**, pour une action, légale et pacifique, le 17 février dernier ! Solidaires a protesté contre cette nouvelle tentative de criminalisation du mouvement syndical.

Message d'organisations ouvrières d'Iran au congrès de la C.S.I.

... Depuis près d'une décennie vous nous avez soutenus et vous avez eu connaissance de nos problèmes les plus urgents. Et maintenant, nous souhaitons vous faire savoir que le mouvement ouvrier en Iran traverse une de ses périodes les plus difficiles. **Le gouvernement iranien a, tout au long de son existence, non seulement bafoué les conventions internationales sur les droits fondamentaux des travailleurs**, mais, depuis un an, a utilisé la situation politique actuelle en Iran pour organiser une offensive encore plus grande contre les droits les plus basiques des travailleurs et contre les quelques organisations ouvrières qui existent en Iran.

Union syndicale Solidaires

Iran : message au rassemblement du 19 juin

L'Union syndicale Solidaires apporte son chaleureux soutien à ce rassemblement, qui se tient un an après la réélection du Président iranien Ahmadinejad. Cette mobilisation est d'autant plus d'actualité que, selon le rapport annuel d'Amnesty International sur l'Iran, la répression n'a jamais été aussi forte et brutale depuis le massacre de milliers de prisonniers politiques à Téhéran en 1988.

Pour tenter d'étouffer la contestation, le régime iranien ne recule devant aucun moyen : attaque des manifestations, arrestations massives, procès spectacles, viols de détenus, exécutions.

Comme vous, nous pensons qu'il est nécessaire de s'opposer non seulement au président iranien actuel, mais également au régime islamique lui-même qui réprime depuis des années les travailleurs, les femmes les minorités nationales et les jeunes.

Et cela est d'autant plus possible pour deux raisons :

- 1) Le régime islamique traverse une crise sans précédent et une lutte ouverte a lieu entre ses différentes fractions.
- 2) Avec la crise économique, les luttes se multiplient contre le chômage, les licenciements, les privatisations, le paiement d'arriérés de salaires et pour le droit de s'organiser en syndicat.

L'heure est au développement de la solidarité internationale avec la courageuse lutte du peuple iranien pour :

- l'abolition de la peine de mort,
- la libération des prisonniers politiques,
- le droit à l'établissement d'organisations indépendantes des travailleurs,
- des élections libres,
- les droits des minorités nationales,
- de véritables droits démocratiques,
- la liberté de la presse,
- la satisfaction des revendications des salariés,
- la fin des multiples discriminations et violences dont sont victimes les femmes.

Nos collègues Saeed Torabian et Reza Shahabi ont été arrêtés en plein jour par les officiers du ministère des renseignements sous des prétextes fallacieux. Ils ont été sur leurs lieux de travail et à leurs domiciles devant leurs familles, qui, après deux semaines, ne savent toujours rien de leurs situations. En plus, ces derniers jours, **Alireza Akhavan et Behnam Ebrahim-Zadeh ont été arrêtés**. On ne sait pas non plus où ils sont. **Mansoor Ossanlou et Ebrahim Madadi sont en prison depuis trois ans** pour avoir construit un syndicat, et pendant tout ce temps, on ne leur a accordé aucune permission, on leur refuse les soins médicaux et on les a placés dans des prisons dangereuses. **Les membres du comité exécutif du Syndicat des Travailleurs de la Canne à Sucre d'Haft Tapeh ont été emprisonnés** pendant des mois et ont été licenciés en raison de leurs activités syndicales. **L'exécution de Farzad Kamangar, les arrestations arbitraires, les harcèlements et les condamnations de militants ouvriers à la prison et aux coups de fouets ont créé une situation des plus angoissantes** pour les militants ouvriers et pour les plus basiques formes d'action syndicale. Non seulement nos collègues enseignants, mais aussi leurs familles et leurs proches, souffrent de ces problèmes. Nombreux parmi eux sont déjà en prison ou sur le point d'y aller.

Cette année lors de la conférence de l'OIT, non seulement le gouvernement iranien n'a pas été réprimandé, mais il a été mis sur la « liste spéciale ». Nous savons que vous utilisez toutes vos forces et que vous essayez de vous assurer que le mouvement ouvrier en Iran ne soit pas sacrifié par les tractations économiques et politiques des Etats. Nous saluons vos efforts et vos requêtes et **espérons que vous prendrez de nouvelles dispositions en solidarité avec les travailleurs en Iran** pour inverser les conditions qui leur sont imposées.



... **Les ouvriers n'ont pas d'autres moyens que la solidarité de classe**. En réaffirmant la solidarité internationale de la classe ouvrière, nous vous serrons la main et vous envoyons nos plus chaudes salutations pour votre actuel congrès.

En solidarité, *Syndicat des Travailleurs de la Compagnie de Bus Vahed de Téhéran et Banlieue – Syndicat des Travailleurs de la Canne à Sucre d'Haft Tapeh – Syndicat Libre des Ouvriers Iraniens – Comité pour Relancer le Syndicat des Travailleurs de la Métallurgie et de la Mécanique – Syndicat des Travailleurs de l'Electricité et de la Métallurgie de Kermanshah.*

www.iranenlutte.wordpress.com www.iran-echo.com

Brigade européenne de soutien aux zapatistes

La Brigade de soutien aux zapatistes, dans laquelle sont partis deux membres de SUD Education, publie régulièrement des bulletins de presse. Voici l'extrait de l'un d'eux :

... Les membres de la Brigade européenne de solidarité ont pu s'informer sur les progrès de l'autonomie zapatiste. Dans des domaines comme **l'agro-écologie**, un responsable leur a relaté comment les Zapatistes résistent et construisent des alternatives « *au système capitaliste qui exige de produire et de produire et de ne rien rendre à la terre* », avec des projets contre les cultures transgéniques comme « *La semence mère en résistance* ». Ils et elles ont visité aussi la **Clinique autonome « La Guadalupana »** où on leur a exposé les réussites importantes en matière de santé, par exemple la prévention de maladies curables qui auparavant causaient de nombreuses morts chez les nourrissons. « *Nous sommes des promoteurs et promotrices, nous promovons l'éducation, nous n'enseignons pas* », a dit un des responsables du système d'Éducation autonome de la zone Altos. Les délégué-e-s européen-ne-s ont été renseignés aussi sur des thèmes comme le **fonctionnement de la Justice, les coopératives de production ou les travaux collectifs des femmes** rebelles de cette zone.

... Les membres de la Brigade citent la parole du Conseil de Bon gouvernement : « *Face aux coups politiques, économiques et moraux, nous continuons à résister, à développer la conscience. Nous résistons en refusant les aides du gouvernement, mais aussi en organisant mieux notre autonomie : l'école et la santé, entre autres, sont des secteurs de travail par lesquels nous résistons. C'est difficile, mais nous voulons démontrer au gouvernement que nous sommes capables de vivre tout seul-e-s et de faire les choses nous-mêmes* ».

Congrès d'unification au Brésil : un coup pour rien ?

Début juin, l'Union syndicale Solidaires était invitée au congrès de Conlutas, suivi de celui qui devait être « d'unification », le CONCLAT (Congrès de la Classe Travailleuse) à Praia Grande (Sao Paulo, Brésil). Plus de 3 000 délégué-e-s (avec une véritable mixité des délégations) participaient à ce congrès, aboutissement d'un processus démocratique qui a traversé les organisations parties prenantes dans tout le Brésil durant des mois : Conlutas, Intersindical, Movimento Avancado Sindical, Movimento Terra trabalho e Liberdade, Movimento Movimento dos Trabalhadores Sem Teto, Pastoral Operaria. Ces forces (essentiellement Conlutas et Intersindical) représentent environ 3 millions de salarié-e-s.

Prendre le nom de CONCLAT était loin d'être anodin, puisque c'est le nom du congrès fondateur de la CUT en 1983. Il y a une volonté de s'inscrire dans cette tradition syndicale, abandonnée au fil des années par la CUT toujours inféodée au Parti des Travailleurs et au gouvernement Lula. Gouvernement qui allie distribution d'aides financières aux pauvres, absence d'amélioration de fond en matières d'éducation, de santé, ... et contre-réformes bien dans le moule libéral (retraites, privatisations des services publics). Face à la dérive de la CUT, des collectifs militants ont choisi d'en sortir, de créer de nouvelles organisations : *Conlutas* en 2005, puis *Intersindical*. Ce sont elles qui étaient au cœur de ce projet d'unification.

Précarité et secteur informel très forts :
37 millions de contrats de droit privé
6 millions de fonctionnaires
Et ... 95 millions de population active

Des points de divergences existent, ce qui n'est pas surprenant pour des organisations aux histoires différentes ; des solutions pouvaient être trouvées par le débat, l'échange d'arguments, la recherche de consensus (mais ce n'était pas le choix de beaucoup) : la place des étudiant-e-s dans la nouvelle organisation, celle des mouvements féministes, LGBT, antiracistes, ... Sans doute plus compliqué à régler, la question de l'appel ou non à constituer un Front de Gauche, d'autant que chaque courant supporte déjà en réalité « son » candidat.



Si un des problèmes de la CUT est d'être inféodée au PT, ce congrès d'unification a permis de constater un lien très fort de *Conlutas* avec le PSTU (parti trotskyste *Moréniste*), et de façon moins caricaturale d'*Intersindical* avec le PSOL (autre parti trotskyste) ; en attestent des décisions « bloc contre bloc » et aussi les drapeaux de chaque parti brandis durant tout le congrès. Tout cela sous fond d'élections présidentielles ... où chacun de ces partis présente son candidat ... le candidat du PSTU tenant même le meeting de lancement de sa campagne un soir, dans la salle du congrès !



C'est lors du débat sur le nom de la nouvelle organisation qu'a eu lieu le clash. Pour *Conlutas*, une seule solution martelée par des interventions successives, en premier lieu celle du candidat du PSUT à la présidentielle : *Conlutas-Intersindical*. Pour une grande majorité d'*Intersindical*, il fallait un nom neuf pour marquer l'espoir d'ouverture ; une partie des syndicats d'*Intersindical* n'était pas dans la dynamique de ce congrès : en sortir avec comme nom *Conlutas-Intersindical* revient à usurper le nom ! Le refus du bureau de séance de faire revoter, malgré la demande de nombreux/ses congressistes constatant une situation peu claire, a tendu encore plus la situation ... au point que la quasi-totalité des délégué-e-s d'*Intersindical* et du *MAS* quittent alors le congrès.

Le lendemain, plus de 250 militant-e-s (115 représentant-e-s d'organisations de 25 pays différents et 140 du Brésil) ont participé à la **réunion internationale** convoquée par les organisations brésiliennes qui participaient au Congrès de la classe ouvrière. Malgré les difficultés évoquées plus haut, la rencontre s'est déroulée de manière unitaire, animée par les responsables internationaux de *Conlutas* et d'*Intersindical*.



Les organisations présentes considèrent que seule une conception internationaliste, unitaire et solidaire, permettra d'avancer dans chaque pays, dans la résistance aux attaques que les capitalistes et leurs gouvernements mènent contre les travailleurs/ses, partout dans le monde. Nous avons discuté de 4 campagnes :

- ⇒ **Solidarité, face à la crise économique mondiale** très visible aujourd'hui en Grèce, mais qui s'étend à de nombreux pays : envois de motions de soutien, actions directes comme l'organisation de manifestations devant les ambassades ...
- ⇒ **Pour le retrait immédiat des troupes militaires et la fin de l'occupation d'Haïti**. Il est envisagé des manifestations le 28 juillet (jour de la première invasion d'Haïti en 1915), et une réunion internationale à Haïti, le 15 octobre.
- ⇒ **Soutien aux luttes pour le droit à l'autodétermination du peuple palestinien**, contre la politique criminelle d'Israël, notamment la fin du blocus de la bande de Gaza.
- ⇒ **Dénonciation de la criminalisation des mouvements sociaux et syndicaux**. Au Honduras, il y a les assassinats des militants du Frente Nacional de Resistencia. En Colombie, la situation est dramatique, les groupes paramilitaires soutenus par le gouvernement assassinent systématiquement dirigeants et militants syndicaux. La situation est préoccupante aussi au Venezuela, où 8 dirigeants syndicaux et populaires indépendants du gouvernement Chavez ont été assassinés ces derniers mois... Dépôts de motions de soutien, et manifestations devant les ambassades sont prévues.

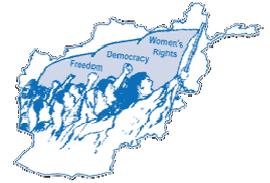
Pour l'Union syndicale Solidaires, il s'agit maintenant de **poursuivre les relations internationales avec nos camarades du Brésil**, et de participer selon nos possibilités aux campagnes unitaires.

www.conlutas.org.br www.intersindical.org.br www.mtst.info

RAWA, femmes afghanes en lutte depuis 1977

L'Union syndicale Solidaires a eu l'occasion à plusieurs reprises de soutenir cette association, notamment lors de tournées d'information effectuées en Europe. Voici une présentation parue dans « L'Émancipation syndicale et pédagogique » de mars 2010.

Alors que de plus en plus d'afghanes choisissent le suicide pour mettre un terme à la violence dont elles sont victimes (47 femmes se sont immolées en 6 mois dans la seule province d'Herat), RAWA (Femmes révolutionnaires afghanes), organisation féministe composée uniquement de femmes, poursuit son combat pour la paix, la démocratie, la justice et la laïcité en Afghanistan. S'il y a eu des progrès de 2002 à 2005 (scolarisation des filles, accès au travail), les reculs ont suivi : le récent rapport d'Human Rights Watch sur la situation des afghanes a de quoi questionner la politique d'aide et de reconstruction (parole des députées étouffée, assassinats, nombre de femmes en baisse dans la fonction publique, violences...).



Les activités politiques de RAWA, dont la fondatrice a été assassinée en 1987 par la branche afghane du KGB, ont été marquées par des manifestations contre l'invasion soviétique de décembre 1979, pour les droits des femmes, puis par la lutte contre les intégristes musulmans, quels qu'ils soient. Aujourd'hui, RAWA est aussi mobilisée contre l'occupation militaire de l'Afghanistan et le gouvernement mafieux de Karzaï. Elle travaille de manière clandestine (répression des Talibans et occupation de l'OTAN). Ses champs d'action sont politiques et sociaux : cours d'alphabétisation et des formations pour les femmes, orphelinat et hôpital au Pakistan. RAWA fait un travail politique de résistance, édite le journal *Payan-e-zan (Le message des femmes)*, milite pour la création d'un front populaire démocratique, "une forme d'auto-organisation politique, seule apte à exprimer les revendications du peuple afghan dans un cadre non-violent". RAWA organise des tournées à l'étranger.

www.rawa.org

Tunisie : encore une arrestation arbitraire !

Le journaliste Fahem Boukaddous a été arrêté le 15 juillet, alors qu'il venait récupérer son dossier médical à l'hôpital de Sousse où il avait été hospitalisé du 3 au 14 juillet. Incarcéré à Gafsa, il risque de faire **4 ans en prison**. Son seul « crime » consiste à **avoir fait son travail de journaliste concernant les mobilisations sociales de 2008 dans le bassin minier de la région de Gafsa**. Condamné par contumace en décembre 2008, il était sorti de la clandestinité le 24 novembre 2009 et avait entamé une procédure pour faire annuler les poursuites dont il faisait l'objet. Mais il a été condamné en appel le 6 juillet dernier, alors même que son hospitalisation lui interdisait s'être présent au tribunal. L'Union syndicale Solidaires exige :

- ⇒ Sa libération ainsi que celle d'H. Ben Abdallah, qui purge une peine de 4 ans de prison pour des raisons comparables.
- ⇒ L'arrêt des poursuites les concernant, ainsi que celles prononcées par contumace contre M. Fajraoui et M. Cherbib.
- ⇒ Le rétablissement dans l'intégralité de leurs droits, de toutes les personnes ayant été détenues suite aux mobilisations sociales de la région de Gafsa, à commencer par celui d'être réintégrés dans leur emploi.

Haïti : déclaration de l'A.G. des mouvements sociaux à Madrid

Déclaration sur la situation en Haïti adoptée par l'A.G. des Mouvements sociaux, lors de la 4ème édition de Enlazando Alternativas :

Le tremblement de terre du 12 janvier en Haïti ouvre une nouvelle période de crise dans ce pays durement affecté par une longue crise structurelle, résultat de plus de 500 ans de domination coloniale et néocoloniale et par la mise en application de 30 années de politiques néolibérales. Enlazando Alternativas salue le courage et la résistance du peuple haïtien... Plus de quatre mois après ce terrible séisme, la situation de la population haïtienne est loin de s'être améliorée... Nous dénonçons l'utilisation de l'alibi humanitaire aux seules fins de défendre les intérêts géopolitiques, économiques et militaires états-uniens avec la complicité de l'UE. Cette politique ne vise qu'à promouvoir les intérêts des entreprises multinationales qui veulent transformer Haïti en une zone franche, exploitant sa main d'œuvre bon marché et ses ressources naturelles...

Enlazando Alternativas apporte tout son soutien aux mouvements sociaux et aux organisations paysannes haïtiennes dans leur volonté de mettre en place une réponse alternative à la crise actuelle qui soit conforme aux besoins fondamentaux du Peuple haïtien qui doit être l'acteur central dans la définition des options qui déterminent son avenir. Nous exigeons :

- le respect de la souveraineté nationale, politique et économique du pays.
- un moratoire de trois à cinq ans sur les accords économiques internationaux signés par Haïti...
- le remplacement de l'usage de la force militaire comme solution à la crise par une coopération respectueuse de la souveraineté et de la dignité du peuple haïtien.
- **l'annulation immédiate, totale, inconditionnelle et réelle de la dette extérieure – illégitime et illégale- réclamée à Haïti et la mise en place de processus de réparations.**
- De l'UE et des gouvernements de ces Etats la régularisation de tous les sans papiers et le respect des droits de tous les immigrés haïtiens dans un geste de réelle solidarité.

www.enlazandoalternativas.org